

Conférence de presse « Non à Frontex »

lundi 21 mars 2022, salle Forum

Alexandre Winter, pasteur aumônier au sein de l'AGORA (Aumônerie Genevoise Oecuménique auprès des Requérant.e.s d'Asile)

Au contact des personnes que nous rencontrons tout au long de l'année dans notre lieu d'accueil et au nom des valeurs que je défends comme croyant et théologien, le refus du système de défense des frontières Frontex est une évidence. J'aimerais dire d'emblée que je ne pense pas du tout me trouver seul comme chrétien à vivre cette indignation et à défendre ces valeurs mais au contraire je sais qu'elles sont partagées par de nombreuses communautés religieuses en Suisse et ailleurs, comme l'a montré à Genève récemment le rassemblement interreligieux pour la paix célébré au début de ce mois au Temple de la Madeleine.

Aujourd'hui, il m'apparaît tout naturel aussi de me trouver aux côtés des nombreuses associations de la société civile pour la campagne du non à ce dispositif européen militaire et répressif: ce n'est pas la première fois et sûrement pas la dernière que la voix des consciences s'élèvera quand il est tellement manifeste que des droits humains fondamentaux sont continuellement bafoués aux frontières extérieures de l'Europe.

Nous sommes aujourd'hui dans une situation en Europe où des millions de personnes cherchent un refuge, un abri, quand leurs maisons, leurs appartements, leurs écoles, leurs quartiers se sont transformés d'un moment à l'autre en un tas de décombres. Bien heureusement, un mouvement de solidarité européen s'est formé, permettant aussi à la Suisse de prendre sa part comme lieu sûr provisoire ou plus durable pour des personnes qui ont tout perdu. Cette guerre en Ukraine réveille le sentiment d'une sorte d'indignation quand des femmes, des hommes et des enfants se retrouvent d'un jour à l'autre victimes d'une violence militaire aveugle et destructrice. Les médias relaient à foison les images des événements en Ukraine et il est d'un côté heureux que le reste du monde connaisse les agissements criminels perpétrés et les détresses endurées là-bas.

Mais malheureusement – et rien de ce que je dis ne réduit la gravité de ce qui arrive en Ukraine – malheureusement tant d'autres situations ne sont pas vues. Tant de graves atteintes à la dignité humaine, tant d'atteintes au droit fondamental de chercher asile sont commises chaque jour de chaque mois de chaque année. Tant d'êtres humains s'écrasent contre les murs de la Forteresse Europe. Tant de personnes tentent d'arriver dans ce qu'elles croyaient être un continent où les droits humains seraient respectés. Et les voilà repoussées, rejetées, arrêtées, parfois abattues sommairement le long de ce parcours de combattant qu'elles mènent.

La Bible est un livre où la fuite, l'exil, la migration constituent une sorte de norme. Rien de plus « normal » à ce que des gens, des familles, des clans, des peuples entiers mêmes soient amenés à se déplacer d'un lieu à l'autre, poussés par les guerres, les famines, les raisons politiques ou les conflits familiaux. L'identité même du peuple hébreu consacrée par son alliance avec Dieu est celle d'un peuple exilé qui reçoit des recommandations très claires à propos de l'attention à porter à l'émigré, qu'il s'agit de traiter « comme l'un

(comme l'une) des vôtres » (Lv 19, 33-34). Cet appel à s'engager pour les droits et la dignité de ceux et celles qui n'appartiennent pas au groupe dominant parcourt l'héritage biblique et les Eglises, quand elles ont agi selon ce principe éthique, ce qui ne fut bien sûr pas toujours le cas, ont su défendre les causes des migrants et des exilés.

Aujourd'hui, dans la perspective du vote du 15 mai prochain, un groupement de théologiens, de théologiennes, de prêtres et de pasteurs, de ministres des Eglises de tout le pays s'est constitué pour défendre un non au soutien de la Suisse au système de protection des frontières Frontex. Nombre de ces personnes participent également à une action nationale menée chaque année au mois de juin : elle s'appelle « Les nommer par leur nom » et s'organise autour de la lecture publique des presque 45'000 noms de personnes recensées depuis 1993 qui sont mortes sur les chemins de la migration en tentant d'arriver en Europe, par la terre ou par la mer. Pour justement montrer qu'il ne s'agit pas de chiffres (même s'ils sont terribles) mais de noms, de personnes, de vies humaines.

Au nom de ce groupe, en m'appuyant aussi sur l'appel des partis, des associations et des œuvres dont l'Entraide protestante suisse qui plaident pour la réintroduction du droit de déposer une demande d'asile dans les ambassades suisses (objet qui vient d'être refusé à nouveau par le Conseil des Etats), je demande que notre pays garantisse des voies légales et sûres pour les personnes exilées. Si tant de personnes meurent en cherchant un refuge en Europe, c'est qu'elles sont empêchées d'exercer leur droit fondamental à demander l'asile dans un pays européen. C'est parce que l'Europe préfère une réponse policière et militaire aux mouvements migratoires. Et, je ne peux m'empêcher de le dire, c'est parce que l'Europe a perdu son « âme », celle d'un continent qui a vécu deux guerres en un siècle et qui s'est perdu en chemin aujourd'hui, ne sachant plus offrir une protection aux personnes vulnérables quand elles appellent à l'aide, refusant de voir que c'est de ses terres mêmes que tant d'émigrés sont partis, que tant d'entre eux ont dû fuir la pauvreté ou la violence.

Refuser l'extension de Frontex, c'est refuser d'approuver un système injuste où les personnes cherchant refuge n'ont aucune chance d'être entendues. C'est refuser un système où la réalité de la migration (qui est un « problème » fondamental à travers lequel – et je dirais grâce auquel – l'humanité se construit et apprend ce qu'elle est) est repoussée aussi loin que possible et comme niée dans une gestion administrative et sécuritaire qui est un outrage à l'humanité des personnes qui demandent protection et en même temps un outrage à la nôtre.